

André Versaille
Éditeur

Quarantième anniversaire de la révolution

par

**Fidel Castro,
le 1^{er} janvier 1999**

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

99 – FIDEL CASTRO
QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

1^{er} janvier 1999

À l'aube du XXI^e siècle et dix ans après la chute du mur de Berlin, les régimes pouvant être qualifiés de communistes se comptent sur les doigts d'une main. Au premier rang figure Cuba, toujours solidement dirigée par Fidel Castro, convaincu de la victoire finale du socialisme. Face à l'embargo et aux difficultés croissantes de son pays, celui-ci s'affirme décidé à maintenir le cap et profite du quarantième anniversaire de sa révolution pour rompre une nouvelle lance contre la mondialisation et l'hypercapitalisme.

Du libérateur acclamé à l'autocrate isolé

Né en 1926 près de Mayari, dans l'ancienne province cubaine d'Oriente, Fidel Castro est le fils d'un immigrant espagnol devenu un planteur aisé sur l'île. Il accomplit ses études dans des institutions religieuses puis s'inscrit à l'Université de La Havane, dont il sort docteur en droit en 1950. Dès ses années d'études, il milite dans les rangs de l'extrême-gauche et participe à la lutte contre les régimes en place à Cuba mais aussi en Colombie et en République dominicaine. Le 26 juillet 1953, avec quelques amis, il monte un coup d'État à Santiago-de-Cuba mais sa tentative pour s'emparer de la caserne Moncada échoue dans le sang. Condamné à quinze ans de prison, il est amnistié, comme son frère, en 1954 et se réfugie au Mexique où il rencontre « Che » Guevara¹. En novembre 1956, à la tête du Mouvement du 26 juillet, un groupe de quatre-vingt-deux guérilleros, il repart à l'assaut de la dictature de Fulgencio Batista, très démonétisée. Durant plus de deux ans et malgré de lourdes pertes lors du débarquement, il va mener un combat de chaque instant contre les forces armées du régime et l'emporter grâce à l'appui de l'opposition, de plus en plus nombreuse, et grâce au lâchage de Batista par les États-Unis. La victoire est acquise le 1^{er} janvier 1959, lorsque ce dernier part en exil. Quelques jours plus tard, Castro entre à La Havane et devient Premier ministre. Dans le discours fleuve présenté ci-dessous, il revient longuement sur la chronologie de cette période glorieuse. Mais des années qui l'ont suivie, il parle peu, si ce n'est pour évoquer les progrès – bien réels – enregistrés sur le plan de l'alphabétisation (96 % de la population), des soins de santé et de l'éducation sportive. Il évite

¹ Voir l'introduction au discours n° 60.

ainsi de s'appesantir sur la situation socio-économique désastreuse du pays et sur le régime dictatorial qu'il lui a très tôt imposé.

D'abord perçu comme démocrate, Fidel Castro, subissant l'influence de marxistes comme Guevara, a en effet rapidement glissé vers un alignement doctrinal et politique sur Moscou. Il se lance dans des nationalisations et collectivisations de grande ampleur, réprime ses opposants comme les partisans de l'ancien régime et, en 1961, affirme le caractère socialiste de sa révolution. La tension devient vite intense avec Washington, qui se refuse à voir le communisme s'installer dans sa sphère d'influence directe, qui voit ses intérêts économiques menacés par le nouveau régime et qui accueille sur son sol les réfugiés cubains désireux de renverser Castro. Les années 1961-1962 sont celles du débarquement manqué d'anticastristes dans la baie des Cochons et de la crise des missiles par laquelle Moscou a testé le sang-froid de Kennedy en installant des fusées sur le sol cubain². Par la suite, le climat s'apaise mais Cuba est durablement placée sous embargo par les États-Unis. Si un certain relâchement intervient à la fin des années 1970, l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan y met un terme. Par voie de conséquence, l'île se retrouve soumise à une étroite dépendance financière, économique et militaire par rapport à l'URSS et à ses satellites. Dans son zèle, Fidel Castro tente d'ailleurs d'imiter les Soviétiques en prônant d'abord l'industrialisation à outrance, au détriment de l'agriculture, la principale activité de l'île. Dès juillet 1970, dans un célèbre discours, il reconnaît son erreur et s'emploie à corriger le tir mais la situation demeure périlleuse : sans l'aide extérieure, l'économie cubaine n'est pas viable. Cependant, l'isolement de Castro sur la scène internationale³ et sa perte progressive de popularité dans le pays tiennent aussi à son mode de gouvernement : il a établi, en effet, une véritable autocratie, assurée par l'élimination de toute opposition – via l'emprisonnement ou, plus rarement, la liquidation physique – et par l'instauration du parti unique. Formellement créé en 1965, le Parti communiste cubain (PCC) absorbe ainsi les autres mouvements et voit son statut monopolistique définitivement consacré par la Constitution de février 1976. Dans le même temps, l'émigration se poursuit à un rythme soutenu : par centaines de milliers, des Cubains se réfugient aux États-Unis qui facilitent leur arrivée, et la diaspora est aujourd'hui évaluée à un million et demi de personnes.

Castro piégé par l'effondrement du bloc communiste

En dépit de tous les efforts entrepris par le régime, l'embargo, la bureaucratie galopante et le dogmatisme socialiste se conjuguent pour entraver le développement de l'économie cubaine qui, bien que connaissant, de 1970 à 1985, une croissance forte, reste celle d'un pays sous-développé. Dans la seconde moitié des années 1980, le contexte politique international est bouleversé par l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en URSS⁴. Castro est opposé aux réformes politiques et économiques prônées par le Kremlin et réaffirme son attachement au socialisme pur et dur et à

² Voir l'introduction au discours n° 64.

³ Isolement à relativiser puisque les liens sont maintenus avec plusieurs pays latino-américains.

⁴ Voir l'introduction au discours n° 93.

une stricte planification. Avec la disparition du bloc communiste, Cuba voit s'effondrer son partenariat privilégié et s'engage dans une période de turbulences. Fidel Castro prévient son peuple que ses difficultés vont s'accroître et suscite ainsi une nouvelle émigration de *balseros* ou *boat people*. En 1994, Castro les encourage même au départ, afin de noyer les États-Unis et de les obliger à conclure un accord avec Cuba sur ce plan. Pour ceux qui restent, les conditions de vie se détériorent, en termes de salaires, de transport ou de logement, ce qui provoque une explosion du marché noir, de la délinquance et de la prostitution. Cette dernière est d'ailleurs liée aux concessions que Castro doit finalement faire au libéralisme : il tente de développer le tourisme sur l'île – tourisme qui est parfois uniquement sexuel –, encourage la naissance d'entreprises mixtes, admet la privatisation d'une série de professions, favorise les investissements étrangers et autorise les exilés à envoyer des dollars à leurs familles restées sur l'île.

Malgré une relative amélioration en 1995 et 1996, Cuba reste, à la fin du siècle, dans une situation précaire, d'autant que les États-Unis de Bill Clinton, influencés par le lobby des réfugiés, cherchent à renforcer encore l'embargo en votant, en 1992, la loi Torricelli, bientôt condamnée implicitement par l'ONU, puis, en 1996, la loi Helms-Burton. Celle-ci vise à réduire les investissements étrangers à Cuba en permettant aux tribunaux américains de poursuivre les personnes ou les sociétés qui traiteraient avec des détenteurs de biens ayant anciennement appartenu à des Américains ou à des Cubains installés aux États-Unis. De nombreux pays, dont ceux de l'Union européenne, se sont élevés contre cette législation mais l'idée de conditionner l'aide à Cuba à une démocratisation du régime s'est néanmoins imposée au sein de la communauté internationale. Pris à la gorge, Castro paie alors de sa personne : après avoir longtemps essayé de réduire au silence l'Église catholique, forte de quatre millions de fidèles sur onze millions d'habitants, il comprend l'intérêt qu'il a à la ménager et, dès le milieu des années 1980, se rapproche du Vatican. Dix ans plus tard, il s'y rend personnellement pour négocier une visite de Jean-Paul II à Cuba, qui connaît alors un regain de ferveur religieuse toléré par le pouvoir. Le voyage pontifical a lieu en janvier 1998 et le Pape, s'il réaffirme son souhait de voir Cuba évoluer vers plus de liberté, notamment en matière de foi, s'emploie aussi à dénoncer fermement l'embargo. Interpellés, les Américains autorisent bientôt la reprise de certains vols humanitaires, sous l'impulsion inattendue de Torricelli et Helms. Castro, lui, remercie Jean-Paul II en rétablissant la fête de Noël comme un jour férié.

La cinquième décennie du régime castriste

Le 1^{er} janvier 1999, c'est un Fidel Castro très combatif qui, sur la place Céspedes de Santiago s'adresse à son peuple pour commémorer le quarantième anniversaire de la révolution. Puisque les trois-quarts des Cubains de 1999 ne sont pas en âge d'avoir vécu les événements de 1959, il décide de consacrer le corps de son discours au présent et plus particulièrement aux risques que font courir au monde le capitalisme débridé et la mondialisation, dont les États-Unis sont présentés comme les principaux acteurs. Castro estime que *l'ordre économique* actuel *s'effondrera inexorablement* parce qu'il est *insoutenable*, basé sur des *lois aveugles, chaotiques, qui ruinent et détruisent la société*

et la nature. Décrivant, non sans réalisme, les conséquences perverses d'une entière subordination à *la théologie du marché*, il dresse un tableau apocalyptique des misères inhumaines engendrées par la recherche insatiable du profit. Passant du général au particulier, Castro évoque des exemples précis de dysfonctionnement et d'instabilité du système financier international, montrant comment les néo-libéraux, si opposés à tout interventionnisme, sont paradoxalement contraints d'intervenir pour éviter qu'une simple faillite locale n'entraîne un éclatement de la bulle financière. Or, poursuit-il, l'intervention des États doit, au contraire, s'exercer pour donner au monde *un peu de direction* face aux grands défis du futur : la santé, à commencer par le sida, l'inflation démographique, la surconsommation ou encore la protection de l'environnement. Castro en appelle donc à investir l'ONU de nouvelles missions et, s'en prenant une nouvelle fois à l'omnipotence américaine, salue la naissance de l'euro, capable de rivaliser avec le dollar. Concluant comme il avait commencé, par un retour sur les événements de 1956-1959, le chef d'État cubain appelle ses auditeurs à continuer leur résistance pour les quarante années à venir qu'il voit comme décisives, et lance son slogan historique : *Le socialisme ou la mort ! La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !*

Depuis cette longue péroraison, neuf ans se sont écoulés, au cours desquels plusieurs inquiétudes exprimées par Fidel Castro se sont effectivement avérées cruciales, comme les questions environnementales, mais neuf ans qui, à Cuba, n'ont guère amené d'évolution sur le plan de la démocratie. Moins isolé que naguère vu le succès, dans plusieurs pays latino-américains, de leaders de gauche désireux de s'affranchir de la tutelle américaine, Castro n'en est pas moins en bout de course, physiquement plus encore que politiquement. Depuis juillet 2006, il a cédé les rênes du pouvoir à son frère Raùl, par ailleurs chef des armées, et les nouvelles concernant sa santé vont des plus alarmistes aux plus rassurantes. La question de l'après-Castro est, dès à présent, posée et c'est l'incertitude qui prévaut : le régime va-t-il survivre à son créateur ? va-t-il se réformer progressivement ou être renversé brutalement ? Dans ce dernier cas, le renversement viendra-t-il de la timide et disparate opposition interne ou d'un retour des exilés, souvent mal perçus par la population de l'île parce que très américanisés, très radicaux et coupés des réalités de leur pays d'origine ?

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION

Santiagais,

Compatriotes de tout le pays,

Je m'efforce de me rappeler cette nuit-là du 1^{er} janvier 1959 ; j'en vis et perçois les impressions et les détails comme si c'était aujourd'hui même. Il me semble irréel que le destin m'ait offert le rare privilège de parler de nouveau à la population de Santiago de Cuba du même endroit, quarante ans après.

Ce jour-là, un peu avant le petit matin, en apprenant que le tyran et les principaux chefs de son régime ignominieux avaient fui devant l'avancée irrésistible de nos forces, j'avais ressenti pendant quelques secondes une sensation de vide étrange. Comment avons-nous pu remporter cette victoire incroyable en à peine un peu plus de vingt-quatre mois à partir du moment où nous étions parvenus, après avoir essuyé le très dur revers qui avait pratiquement annihilé notre détachement, à réunir sept fusils, le 18 décembre 1956, et à reprendre la lutte contre des forces militaires qui comptaient quatre-vingt mille hommes sous les armes, des milliers de cadres ayant reçu une formation militaire dans des écoles, ayant un moral élevé, jouissant de privilèges attrayants, bénéficiant d'un mythe d'invincibilité jamais remis en cause, des conseils infallibles et des livraisons sûres des États-Unis ? Ce sont des idées justes qu'un peuple vaillant avait faites siennes qui avaient opéré ce miracle militaire et politique. Et, en vingt-quatre heures, l'Armée rebelle, les travailleurs et le reste de peuple balayaient les dernières tentatives, vaines et ridicules, de sauver ce qu'il restait de ce régime d'exploitation et d'oppression.

Notre tristesse passagère au moment de la victoire n'était que la nostalgie de l'expérience vécue, le souvenir encore frais des compagnons tombés au long de la lutte, la conscience claire que ces années si extraordinairement difficiles et défavorables nous avaient obligés à être meilleurs que ce que nous étions et à en faire les plus fructueuses et les plus créatrices de nos vies. Il nous fallait abandonner nos montagnes, nos campagnes, nos coutumes obligatoires d'austérité absolue, notre vie éprouvante de vigilance permanente face à un ennemi qui pouvait surgir, sur terre ou dans les airs, à tout moment des sept cent soixante et un jours qu'avait duré la guerre, la vie saine, dure, pure, faite de grands sacrifices et de dangers partagés, qui rend les hommes frères et fait fleurir leurs meilleures vertus, ainsi que la capacité infinie de don de soi, de désintéressement et d'altruisme que chaque être humain peut porter en soi.

[*Castro revient alors longuement sur les événements de janvier 1959.*]

[...] L'année qui vient de s'écouler nous a permis de commémorer les faits que je n'ai évoqués ce soir qu'en partie.

Honneur et gloire éternels, respect infini et affection pour ceux qui sont tombés à l'époque pour assurer l'indépendance définitive de la patrie ; pour tous ceux qui ont écrit cette épopée dans les montagnes, les campagnes et les villes, guérilleros ou militants clandestins ; pour ceux qui, après la victoire de la Révolution, sont morts dans d'autres missions glorieuses ou ont consacré loyalement leur jeunesse et leurs

énergies à la cause de la justice, de la souveraineté et de la rédemption de leur peuple ; pour ceux qui sont déjà décédés et pour ceux qui vivent encore, car, si on pouvait parler en ce 1^{er} janvier-là d'une victoire remportée en cinq ans, cinq mois et cinq jours après le 26 juillet 1953, il faut parler à cet anniversaire-ci, en prenant le même point de référence, d'une lutte héroïque et admirable de quarante-cinq ans, cinq mois et cinq jours.

Aujourd'hui encore, la Révolution commence à peine pour les générations les plus nouvelles. Un jour comme celui-ci n'aurait pas de sens si on ne parlait pour elles.

Qui sont donc présents ici ? Ce ne sont pas, dans leur immense majorité, les hommes, les femmes et les jeunes de ce jour-là. Le peuple auquel je m'adresse n'est pas le peuple de ce 1^{er} janvier-là. Ce ne sont pas les mêmes hommes ni les mêmes femmes. C'est un autre peuple différent, et, pourtant, le même peuple éternel.

Celui qui vous parle de cette tribune n'est pas non plus exactement le même homme que ce jour-là. C'est seulement quelqu'un de bien moins jeune, mais qui s'appelle pareil, qui s'habille pareil, qui pense pareil, qui rêve pareil.

Des 11 142 700 habitants qui constituent la population actuelle du pays, 7 190 400 n'étaient pas encore nés, 1 359 698 avaient moins de dix ans ; l'immense majorité de ceux qui avaient alors cinquante ans et en auraient maintenant au minimum quatre-vingt-dix – bien que ceux qui dépassent cet âge soient toujours plus nombreux – sont décédés.

Au moins 30 % de ces compatriotes-là ne savaient pas lire ni écrire ; peut-être 60 % n'avaient même pas le certificat d'études. Il n'existait que quelques dizaines d'écoles techniques, de lycées, pas tous à la portée du peuple, et d'écoles normales, trois universités publiques et une privée. Des professeurs et des instituteurs, 22 000. Dans de telles conditions, combien d'adultes pouvaient-ils avoir un niveau scolaire au-delà du primaire ? Guère plus de 5 %, soit en gros 250 000 personnes.

Je me souviens de certains chiffres.

Nous comptons aujourd'hui plus de 250 000 enseignants actifs, de bien meilleur niveau ; 64 000 médecins ; 600 000 diplômés universitaires. Il n'existe pas d'analphabète, et il est rarissime que quelqu'un n'ait pas conclu les études primaires. L'enseignement est obligatoire jusqu'à la fin du premier cycle du second degré ; tous ceux qui l'atteignent sans exception peuvent poursuivre gratuitement le deuxième cycle. Il est inutile de recourir à des données absolument précises et exactes. Il est des faits que personne n'ose nier : nous sommes aujourd'hui, et nous en sommes fiers, le pays possédant le meilleur taux d'éducateurs, de médecins et de professeurs d'éducation physique et de sport par habitant au monde,

ainsi que le taux de mortalité infantile et maternelle le plus bas de tous les pays du Tiers Monde.

Je ne me propose pourtant pas de parler de ces avancées sociales et de bien d'autres. Il est des choses bien plus importantes que cela. Ce qui est absolument vrai, c'est qu'il n'existe aucune commune mesure entre le peuple d'hier et celui d'aujourd'hui.

Le peuple d'hier, analphabète et semi-analphabète, sans même un minimum de vraie culture politique, a pourtant été capable de faire la révolution, de défendre la patrie, d'atteindre ensuite une conscience politique extraordinaire et de s'engager dans un processus politique sans pareil sur ce continent-ci et dans le monde. Je ne le dis pas imbu d'un esprit chauviniste ridicule ou avec la prétention ridicule de croire que nous sommes meilleurs que d'autres ; je le dis parce que la Révolution qui a vu le jour ce 1^{er} janvier-là, le hasard ou le destin a voulu qu'elle ait été soumise à plus rude épreuve qu'aucune autre révolution au monde.

Notre peuple héroïque d'hier et d'aujourd'hui, notre peuple a, avec la participation de trois générations déjà, résisté à quarante ans d'agressions, de blocus, de guerre économique, politique et idéologique de la part de la puissance impérialiste la plus forte et la plus riche qui ait jamais existé dans les annales de l'histoire. Et elle a écrit sa page la plus extraordinaire de gloire et de fermeté patriotiques et révolutionnaires en ces années-ci de période spéciale, alors que nous sommes restés absolument seuls en plein Occident, à cent cinquante kilomètres des États-Unis, et que nous avons décidé d'aller de l'avant.

Notre peuple n'est pas meilleur que d'autres ; son immense grandeur découle d'une singularité : avoir été soumis à cette épreuve et avoir été capable d'y résister. Il ne s'agit pas d'un grand peuple en soi, mais d'un peuple agrandi par lui-même, et sa capacité à le faire naît de la grandeur des idées et de la justesse des causes qu'il défend. Il n'en existe pas d'autres égales, et il n'en a jamais existé. Il ne s'agit pas aujourd'hui de défendre égoïstement une cause nationale, car une cause exclusivement nationale en notre monde actuel ne peut être grande en soi. Notre monde, du fait même de son développement et de son évolution historique, se mondialise à toute allure, d'une façon inéluctable et irréversible. Sans laisser de côté pour autant les identités nationales et culturelles, voire les intérêts légitimes des peuples de chaque pays, aucune cause n'est plus importante que les causes mondiales, autrement dit que la cause de l'humanité elle-même.

Ce n'est pas non plus notre faute ou notre mérite que la lutte engagée le 1^{er} janvier doive se convertir inexorablement, pour le peuple d'aujourd'hui et de demain, en une lutte qu'il faudra livrer aux côtés de tous les autres peuples dans l'intérêt de l'humanité toute entière.

Aucun peuple, aussi grand et aussi riche qu'il soit – à plus forte raison un pays petit ou moyen – ne peut à lui seul et par lui-même résoudre ses problèmes. Seul quelqu'un aux vues bornées, atteint de myopie ou de cécité politique, ou totalement insensible au sort de l'humanité, pourrait nier cette réalité.

Mais les solutions que requiert l'humanité ne viendront pas non plus de la bonne volonté de ceux qui veulent devenir aujourd'hui les maîtres du monde et qui l'exploitent, même s'ils ne peuvent rêver ou concevoir autre chose que la pérennité de ce qui constitue un ciel pour eux, mais un enfer pour le reste de l'humanité, un enfer réel et sans échappatoire.

L'ordre économique qui prévaut aujourd'hui sur notre planète s'effondrera inexorablement. Jusqu'à un écolier qui saurait assez bien additionner, soustraire, multiplier et diviser pour réussir son examen d'arithmétique pourrait le comprendre.

Beaucoup ont une réaction d'infantilisme : taxer de sceptiques ceux qui parlent de ces thèmes-ci. Certains rêvent même d'établir des colonies sur la Lune ou sur Mars. Je ne les critique pas de rêver. S'ils y parviennent, ce serait peut-être le refuge idéal pour certains si on ne met pas un frein à l'agression brutale dont la planète que nous habitons est de plus en plus victime.

Le système actuel est insoutenable, parce qu'il repose sur des lois aveugles, chaotiques, qui ruinent et détruisent la société et la nature.

Les théoriciens de la mondialisation néolibérale, ses meilleurs universitaires, les tenants les plus farouches du système, se montrent maintenant incertains, hésitants, contradictoires. Ils ne peuvent répondre à des milliers de points d'interrogation. C'est une hypocrisie d'affirmer que la liberté de l'homme et la liberté de marché absolue sont des concepts inséparables, comme si les lois de celui-ci, qui ont engendré les systèmes sociaux les plus égoïstes, les plus inégaux et les plus impitoyables que l'humanité ait jamais connus, étaient compatibles avec la liberté de l'être humain que ce système convertit en simple marchandise.

Il serait bien plus exact de dire que sans égalité ni fraternité, ces thèmes sacro-saints de la révolution bourgeoise, on ne pourra jamais parler de liberté, et que l'égalité et la fraternité sont absolument incompatibles avec les lois du marché.

Les dizaines de millions d'enfants contraints de travailler dans le monde, de se prostituer, de fournir des organes, de vendre des drogues pour survivre ; les centaines de millions de personnes sans emploi ; la pauvreté critique ; le trafic de drogues, d'immigrants, d'organes humains ; le colonialisme, hier, et ses séquelles dramatiques d'aujourd'hui, le sous-développement, et tout ce que notre monde compte de calamités sociales, ont pris leur source dans des systèmes qui se fondaient sur des lois de ce

genre. On ne saurait oublier que la lutte pour des marchés a provoqué en ce siècle-ci deux épouvantables boucheries, deux guerres mondiales.

On ne saurait ignorer non plus, me rétorquera-t-on, que les principes du marché font partie intégrante du devenir historique de l'humanité. Soit, mais tout homme rationnel a le droit de refuser la prétendue pérennité de ces principes de nature sociale comme base du développement ultérieur de l'espèce humaine.

Les défenseurs les plus fanatiques du marché, de vrais croyants, ont fini par le convertir en une nouvelle religion. Et surgit ainsi la théologie du marché. Ses tenants, plutôt que des scientifiques, sont des théologiens : il s'agit pour eux d'une question de foi. Par respect pour les vraies religions pratiquées honnêtement par des milliards de personnes dans le monde et pour les vrais théologiens, je dirai tout simplement que la théologie du marché est sectaire, fondamentaliste et antiœcuménique.

Mais l'ordre mondial actuel est insoutenable pour bien d'autres raisons. Un biotechnicien dirait que sa carte génétique contient de nombreux gènes qui le conduisent à sa propre destruction.

On voit apparaître de nouveaux phénomènes, des phénomènes insoupçonnés qui échappent à tout contrôle de gouvernements et d'institutions financières internationales. Il ne s'agit plus seulement de la création artificielle de richesses fabuleuses n'ayant pas le moindre rapport avec l'économie réelle. Tel est le cas des centaines de nouveaux multimillionnaires qui ont surgi ces dernières années à mesure que se sont multipliés les cours des actions boursières nord-américaines, à l'instar d'une baudruche gigantesque qui s'enfle à des extrêmes absurdes et qui risque d'éclater un jour ou l'autre, ce qui serait grave. Cela s'était déjà passé en 1929, provoquant une profonde dépression qui avait duré une décennie.

En août dernier, la simple crise financière de la Russie, qui ne représente pourtant que 2 % du Produit intérieur brut du monde, a fait descendre le Dow Jones, l'index-amiral de la bourse de New York, de 512 points en un jour. La panique s'est répandue, menaçant de provoquer un Sud-Est asiatique en Amérique latine et, donc, un grand risque pour l'économie nord-américaine. Et l'on a eu du mal à freiner la catastrophe à ce jour. La moitié des Nord-Américains ont placé leur épargne et leurs pensions dans ces actions boursières ; ils n'étaient que 5 % au moment de la crise de 1929, et les suicides ont pourtant été nombreux.

Dans notre monde globalisé, ce qui se passe quelque part se répercute aussitôt dans le reste de la planète. Et le monde vient d'avoir très peur. Les pays les plus riches du monde, convoqués par les États-Unis, ont joint leurs ressources pour circonscrire ou atténuer l'incendie. On veut toutefois maintenir la Russie au bord de l'abîme et on exige du Brésil des conditions injustement dures. Le Fonds monétaire international ne

s'écarte pas d'un iota de ses principes fondamentalistes, tandis que la Banque mondiale s'insurge et dénonce.

Tout le monde parle d'une crise financière internationale. Les seuls à ne pas être au courant, ce sont les citoyens nord-américains, qui ont dépensé plus que jamais et dont les épargnes sont à plat. Peu importe, puisque leurs transnationales investissent l'argent des autres. Peu importe aussi le déficit commercial croissant du pays, qui atteint d'ores et déjà 240 milliards de dollars. Ce sont là des privilèges de l'empire qui bat la monnaie de réserve du monde. Et, en cas de crise, c'est dans ses bons du trésor que se réfugient en masse les spéculateurs. Et comme le marché interne est de taille et qu'on dépense plus, l'économie reste en bonne forme, apparemment, bien que les profits des sociétés se soient réduits. Mégafusions, euphorie, et les cours des actions de repartir à la hausse, et tout le monde de rejouer de nouveau à la roulette russe. Tout sera éternellement bien. Les théoriciens du système ont découvert la pierre philosophale. Toutes les issues sont bouchées pour empêcher l'entrée de revenants qui les empêcheraient de dormir. La quadrature du cercle n'est plus un impossible. Il n'y aura jamais de crise.

Mais la baudruche qui enfle serait-elle par hasard la seule menace et le seul jeu spéculatif ? Il est un autre phénomène qui prend de jour en jour des dimensions fabuleuses et incontrôlables : les opérations spéculatives contre les monnaies. Qui se montent au bas mot à un billion de dollars par jour. Voire à un billion et demi, selon certains. Voilà à peine quatorze ans, elles ne se chiffraient qu'à 150 milliards par an. Peut-être y a-t-il confusion dans les chiffres. On a de la peine à les exprimer, à plus forte raison à les traduire de l'anglais à l'espagnol. Ce qu'on appelle *billón* en espagnol, autrement dit un million de millions, se dit *trillion* en américain, tandis que le *billion* américain veut dire un milliard. On vient d'introduire le *millardo*, qui veut dire un milliard, en espagnol et en anglais. Ces difficultés de langage disent bien à quel point il est malaisé de suivre et de comprendre les chiffres qui reflètent la spéculation fabuleuse en marche dans l'ordre économique mondial. Et ceci, l'immense majorité des peuples du monde risque constamment de le payer de leur ruine. Au premier instant d'inattention, les spéculateurs montent à l'assaut de n'importe quelle monnaie et liquident en quelques jours les réserves en devises accumulées pendant, allez savoir, des dizaines d'années. L'ordre mondial a jeté les conditions propices à cela. Absolument personne n'est à l'abri ni ne peut l'être. Les loups, groupés en meutes et soutenus par des logiciels, savent où attaquer, quand attaquer et pourquoi attaquer.

Un prix Nobel d'Économie a proposé voilà quatorze ans*, alors que ces spéculations étaient deux mille fois inférieures, de lever un impôt

de 1 % sur chaque opération spéculative de ce genre. Ce pourcentage suffirait aujourd'hui à développer tous les pays du Tiers Monde. Ce serait là une forme de réguler et de freiner une spéculation aussi nocive. Oui, mais réguler ! Vous vous heurtez à la plus pure doctrine fondamentaliste. Il est des mots que vous ne pouvez prononcer dans le temple des fanatiques de l'ordre mondial qu'ils imposent. Ainsi : régulation, société publique, programme de développement économique, toute forme de planification, même la plus minime, participation ou influence de l'État en matière économique... tout ceci trouble le rêve idyllique et paradisiaque du libre marché et de l'entreprise privée. Il faut tout déréglementer, même le marché de la force de travail. Il faut réduire au minimum indispensable l'aide au chômage pour ne pas maintenir des « fainéants » et des « parasites ». Il faut restructurer et privatiser le système de pensions. L'État ne doit s'occuper que de la police et de l'armée pour garantir l'ordre, réprimer les protestations et faire la guerre. Il n'est pas même admissible qu'il participe en quoi que ce soit aux politiques monétaires de la banque centrale, qui doit être absolument indépendante. Louis XIV souffrirait beaucoup de nos jours, assurément, avec son « L'État, c'est moi », parce qu'il lui faudrait ajouter : « Oui, mais je ne suis absolument rien » !

En sus de cette spéculation étonnante avec les monnaies, on voit croître de façon incroyable et accélérée ce qu'on appelle les fonds de couverture et le marché des dérivés, une autre expression relativement nouvelle. Je ne tenterai pas de vous l'expliquer. C'est compliqué. Cela prend du temps. Je me bornerai à vous dire qu'il s'agit d'un système qui vient s'ajouter aux jeux spéculatifs, un autre casino énorme où l'on mise sur tout et de tout, en se basant sur des calculs de risques sophistiqués réalisés à l'aide d'ordinateurs, de programmeurs de haut niveau et de sommités économiques, et les gens qui misent exploitent l'insécurité, emploient l'argent que les épargnants placent dans les banques, ne se heurtent à pratiquement aucune restriction, obtiennent des profits énormes et peuvent provoquer des catastrophes.

Que l'ordre économique actuel soit insoutenable, nous en avons la preuve dans la vulnérabilité et la fragilité mêmes du système, qui a converti la planète en un casino gigantesque, des millions de citoyens et, parfois, des sociétés entières en parieurs, dénaturant la fonction de l'argent et des investissements, car ce que ces gens-là cherchent à tout prix, ce n'est pas à augmenter la production ou les richesses du monde, mais tout simplement à gagner de l'argent par de l'argent. Cette déformation conduira inévitablement l'économie mondiale au désastre.

Un fait, survenu aux États-Unis, vient de susciter le scandale et une préoccupation profonde. L'un de ces fonds de couverture dont j'ai parlé

et dont j'ai tenté d'expliquer l'essence, justement le plus fameux des États-Unis, dont le nom [*traduit en espagnol*] signifie Gestion de capitaux à long terme*, et qui compte parmi son personnel deux prix Nobel d'économie et plusieurs des meilleurs programmeurs du monde, et qui fait des bénéfices annuels supérieurs à 30 %, a failli capoter, et les conséquences de cette banqueroute auraient été, semble-t-il, incalculables.

Se basant sur le prestige déjà acquis, faisant aveuglément confiance à l'infailibilité de ses fameux programmeurs et de ses prix Nobel d'économie, ce fonds, qui ne disposait que de 4,5 milliards de dollars, a mobilisé les fonds des soixante-quinze banques différentes pour un total de 120 milliards afin de pouvoir spéculer, obtenant ainsi plus de vingt-cinq dollars de prêt par dollar de son propre fonds. Cette procédure contrevenait à tous les paramètres et à toutes les pratiques financières supposées. Or, les calculs et les programmes s'étaient trompés. Les pertes ont été considérables ; la banqueroute, un mot dramatique dans ces milieux-là, était inévitable. Ce n'était plus qu'une question de jours. La réserve fédérale des États-Unis a alors volé au secours du fonds de couverture, ce qui est contraire à tout ce que prêchent les États-Unis et à ce que soutient la philosophie néolibérale, compte tenu de la conduite irresponsable d'une institution de ce genre. Selon les principes établis, le fonds en question devait aller à la ruine, la loi du marché devait lui donner une leçon en imposant les corrections pertinentes. Ce fut le scandale. Le Sénat a fait comparaître Greenspan⁵, le directeur de la Réserve fédérale, qui a dû déposer. Ce haut fonctionnaire, formé dans le sérail de Wall Street, est considéré comme l'un des responsables les plus experts et les plus éminents de l'économie nord-américaine, on lui attribue le mérite principal dans les succès économiques de l'administration Clinton, et il est en train de recevoir l'hommage spécial des milieux financiers et de la presse comme l'homme qui a freiné la crise boursière aux États-Unis en baissant trois fois d'affilée le taux d'intérêt. On le considère comme le personnage le plus important du pays, après le président. Eh bien, ce fameux directeur, ce directeur reconnu a déclaré au Sénat que, s'il n'avait pas sauvé le fonds, il se serait produit une catastrophe économique qui aurait touché les États-Unis et le monde entier.

Quelle est donc la solidité d'un ordre économique au sein duquel l'action, qualifiée d'aventuriste et d'irresponsable, d'une institution spéculative qui ne possédait que 4,5 milliards de dollars peut conduire les États-Unis et le monde à un désastre économique ?

Quand on constate cette fragilité et cette déficience immunologique du système, on peut diagnostiquer un mal très semblable au sida.

⁵ Alan Greenspan, né en 1926, président de la Réserve fédérale de 1987 à 2006.

Je n'utiliserai pas d'autres arguments pour l'instant. L'économie mondiale connaît bien d'autres problèmes. L'ordre en place se débat au milieu de l'inflation, de la récession, de la déflation, des crises de surproduction éventuelles, des baisses soutenues des cours des produits de base. Un pays aussi immensément riche que l'Arabie Saoudite enregistre d'ores et déjà des déficits budgétaires et commerciaux, bien qu'elle exporte huit millions de barils de pétrole par jour. Les pronostics de croissance optimistes s'envolent en fumée. Personne n'a la moindre idée de la façon dont on réglera les problèmes des pays du Tiers Monde. Sur quels biens d'équipement, sur quelles technologies, sur quels réseaux de distribution, sur quels crédits à l'exportation peut-on compter pour chercher des marchés, concurrencer et exporter ? Où sont les consommateurs de ces produits ? Comment cherchera-t-on des ressources pour la santé en Afrique, où vingt-deux millions de personnes atteintes du sida exigeraient, aux prix actuels, deux cents milliards de dollars par an rien que pour contrôler cette maladie ? Combien mourront avant que n'apparaisse un vaccin protecteur ou un médicament qui permette d'éradiquer le virus ?

Le monde a besoin d'un peu de direction pour faire face à ces réalités-là. Nous sommes déjà six milliards sur cette planète. Et nous serons, presque à coup sûr, neuf milliards et demi dans cinquante ans. Garantir des aliments, la santé, l'éducation, un emploi, des chaussures, des vêtements, un toit, de l'eau potable, l'électricité et des transports à une quantité aussi extraordinaire de personnes qui vivront précisément dans les pays les plus pauvres, sera un défi colossal. Il faudra définir d'abord des modèles de consommation. On ne saurait continuer d'imposer les goûts et les modes de vie des sociétés industrielles, fondées sur le gaspillage, car ce serait, non seulement suicidaire, mais tout bonnement impossible.

Il faut programmer le développement du monde. On ne saurait laisser cette tâche au libre arbitre des transnationales et aux lois aveugles et chaotiques du marché. L'Organisation des Nations unies constitue un bon point de départ, car elle réunit une grande quantité d'informations et d'expériences, mais il faut tout simplement se battre pour la démocratiser, pour mettre fin à la dictature du Conseil de Sécurité et à la dictature au sein même de celui-ci, ne serait-ce qu'en y admettant de nouveaux membres permanents qui, outre une représentation adéquate du Tiers Monde, disposeraient de toutes les prérogatives dont jouissent les membres permanents actuels, et en modifiant les règles relatives à la prise de décision. Il faut de plus élargir les fonctions et renforcer l'autorité de l'Assemblée générale.

Plût au ciel que ce ne soit pas par des crises économiques catastrophiques qu'apparaissent des solutions ! Les plus touchés seraient des

milliards de personnes du Tiers Monde. Une connaissance élémentaire des réalités technologiques et du pouvoir destructeur des armes modernes nous contraint de penser qu'il est de notre devoir d'empêcher que les conflits d'intérêt qui éclateront inévitablement ne conduisent à des guerres sanglantes.

L'existence d'une seule superpuissance, une mondialisation économique asphyxiante rendraient difficile, voire impossible, la survie d'une révolution comme la nôtre, si jamais elle avait triomphé aujourd'hui et non quand elle pouvait compter sur un point d'appui dans un monde alors bipolaire. Heureusement, notre pays a eu le temps de se doter d'une capacité de résistance extraordinaire et de répandre en même temps dans l'arène internationale la forte influence de son exemple et de son héroïsme, ce qui lui permet de livrer de toutes les tribunes une grande bataille d'idées.

Les peuples se battront, les masses joueront un rôle important et décisif dans ces batailles qui ne seront, en fin de compte, que leur réponse à la pauvreté et aux souffrances qu'on leur a imposées, et l'on verra surgir des milliers de formes de pression et d'action politiques créatrices et ingénieuses. De nombreux gouvernements seront déstabilisés par des crises économiques et par la carence d'issues au sein du système économique international en place.

Nous vivons une étape où les événements vont plus vite que la conscience des réalités dont nous souffrons. Il faut semer des idées, démasquer les leurres, les sophismes et les hypocrisies, en utilisant des méthodes et des moyens à même de contrecarrer la désinformation et les mensonges institutionnels. L'expérience de quarante ans de calomnies déversées sur Cuba comme des pluies torrentielles nous a appris à faire confiance dans l'instinct et dans l'intelligence des peuples.

Les pays européens ont donné au monde un bon exemple de ce que peuvent l'exercice de la raison et l'emploi de l'intelligence. Après avoir guerroyé entre eux pendant des siècles, ils ont fini par comprendre que, bien que pays industriels et riches, ils ne pouvaient survivre isolément. Soros*, un fameux personnage du monde financier, et son groupe ont, à la suite d'un assaut spéculatif, fait trembler la Grande-Bretagne, autrefois maîtresse d'un grand empire, reine incontestée des finances et détentrice de la monnaie de réserve – un rôle que jouent maintenant le dollar et les États-Unis.

Le franc, la peseta, la lire ont aussi souffert des assauts de la spéculation. Le dollar et l'euro se surveillent mutuellement. Un adversaire plein de perspectives vient de surgir face à la monnaie nord-américaine et à ses privilèges. Les États-Unis misent anxieusement sur ses difficultés et son échec. Suivons de près les événements.

Certains, en proie à l'angoisse, à l'incertitude et au doute, cherchent des solutions de substitution éclectiques. Or, face à une mondialisation néolibérale, déshumanisée, moralement et socialement indéfendable, écologiquement et économiquement intenable, le monde n'a pas d'autre choix qu'une distribution juste des richesses que les êtres humains créent de leurs mains laborieuses et de leur intelligence féconde. Faisons cesser la tyrannie d'un ordre qui impose des principes aveugles, anarchiques et chaotiques, conduisant l'espèce humaine à l'abîme. Sauvons la nature. Préservons les identités nationales. Protégeons les cultures de chaque pays. Faisons régner l'égalité, la fraternité et, partant, la vraie liberté. Les clivages insondables entre riches et pauvres au sein de chaque nation et entre les pays ne peuvent continuer de se creuser ; ils doivent au contraire diminuer progressivement pour disparaître un jour. Que ce soit le mérite, la capacité, l'esprit créateur et la contribution réelle au bien-être de l'humanité, et non le vol, la spéculation ou l'exploitation des plus faibles, qui fixent les bornes de ces clivages. Que l'on pratique vraiment l'humanisme, dans les faits, et non dans des slogans hypocrites.

Chers compatriotes,

Le peuple qui livre la lutte héroïque de la période spéciale pour sauver la patrie, la Révolution et les conquêtes du socialisme avance irrésistiblement vers ses objectifs, de même que les combattants de Camilo et de Che progressaient de la Sierra Maestra vers l'Escambray. Comme l'a dit Mella, toute époque future doit être meilleure. Constatons-le dans les objectifs que nous nous sommes fixé pour 1999. Consolidons, approfondissons, travaillons, luttons, combattons avec l'esprit dont ont fait preuve nos combattants héroïques à l'Uvero, au cours des journées glorieuses de la grande offensive ennemie, au cours des batailles et dans les faits que j'ai rappelés ce soir. Nous nous sommes remis du revers d'Alegría de Pío, nous sommes passés par Cinco Palmas, nous avons réuni des forces, nous sommes dorénavant capables de vaincre, tout comme trois cents en ont vaincu dix mille. Nous sommes bien plus forts, nous sommes sûrs désormais de la victoire.

Je peux assurer à tous les compatriotes, surtout aux jeunes, que les quarante prochaines années seront décisives pour le monde. Des tâches incommensurablement plus complexes et plus difficiles les attendent. De nouveaux objectifs glorieux leur font face, l'immense honneur d'être des révolutionnaires cubains l'exige d'eux. Nous lutterons pour notre peuple et pour l'humanité. Et notre voix peut porter et portera très loin.

La bataille d'aujourd'hui est dure et difficile. La guerre idéologique, tout comme les conflits militaires, cause des pertes. Les époques dures et les conditions difficiles, tout le monde n'a pas la trempe nécessaire pour y résister.

Je vous rappelais ce soir qu'en pleine guerre, seul un jeune révolutionnaire entré à l'école sur dix supportait les bombardements et les privations. Mais celui-là valait pour dix, pour cent, pour mille. Conscientiser toujours plus profond, tremper le caractère, éduquer à la dure école de la vie contemporaine, semer des idées solides, employer des arguments irréfutables, prêcher d'exemple et faire confiance en l'honneur de l'homme, voilà ce qui peut faire que neuf sur dix restent à leur poste de combat, aux côtés du drapeau, au côté de la Révolution, au côté de la patrie.

Le socialisme ou la mort !

La patrie ou la mort !

Nous vaincrons !



COMPLÉMENTS

Un prix Nobel d'Économie a proposé il y a 14 ans: référence à l'économiste américain James Tobin (1918-2002) qui, dès 1972, a proposé d'instaurer une taxe limitée (0,05 à 1 %) sur les transactions monétaires afin de contrer la spéculation. Il suggérait que les fonds récoltés soient gérés par le FMI, la Banque mondiale ou un organisme indépendant sous tutelle onusienne et redistribués en priorité aux pays en voie de développement. L'idée, dont l'efficacité supposée fait l'objet de débats, est aujourd'hui le cheval de bataille des altermondialistes, bien que son auteur se soit toujours déclaré favorable au libéralisme et à la mondialisation. Plusieurs pays européens ont marqué leur accord sur la taxe Tobin qui ne pourrait toutefois être appliquée avant son adoption par tous les pays de la zone Euro. Par ailleurs, certains hommes d'État, comme le Brésilien Lula et le Français Jacques Chirac, penchent davantage en faveur d'une taxe sur les billets d'avion.

Gestion de capitaux à long terme: référence au *Long Term Capital Management* (LTCM), fonds d'investissement alternatif ou spéculatif fondé en 1994 par John Meriwether et dont faisaient partie les prix Nobel Myron Scholes et Robert Merton. Profondément déstabilisé par la crise asiatique dès 1997, le fonds dut être sauvé de la faillite le 23 septembre 1998 par la Réserve fédérale pour éviter une catastrophe financière de grande ampleur.

Soros: allusion au riche financier américain d'origine hongroise, George Soros, né en 1930. Sa réputation sulfureuse repose sur des entreprises de spéculation, contre certaines devises (en 1992, il contribua ainsi au retrait de la livre sterling du Système monétaire européen), spéculations qui peuvent interférer sur la politique des États attaqués et dont les bénéfices plantureux sont ensuite partiellement utilisés pour des œuvres philanthropiques.